



CAPITALISATION DES EXPERIENCES POSITIVES EN MATIERE DE GESTION DU TERROIR



Rapport Définitif

Bujumbura, Janvier 2017

Par Raphael Bindariye

Sigles et abréviations

- ❖ ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International
- ❖ ACORD : Agency for cooperation and research in development
- ❖ AFD : Agence Française de Développement
- ❖ CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement
- ❖ COOPEC : Coopérative d'épargne et de crédit
- ❖ FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
- ❖ FAO : Food and Agriculture Organization
- ❖ MED : Moyens d'existence durable
- ❖ PAIES : Programme d'Appui aux Initiatives Economiques contribuant à une transformation écologique et Sociale des terroirs ruraux
- ❖ PAM : Programme Alimentaire Mondial
- ❖ PADRP : Programme de dialogue social et de Réduction de la pauvreté au Burundi développement local
- ❖ PNUD : Programme des Nations Unies pour le Burundi
- ❖ PPCDR : programme post-conflit pour le développement rural
- ❖ PRASAB : Projet d'appui au secteur agricole du Burundi

Contenu

- I.** Introduction
- II.** Approche méthodologique
- III.** Concepts et définitions
- IV.** Cadre d'intervention d'ACORD au Burundi
 - a. ACORD-Burundi dans le temps et l'espace
 - b. La sécurité alimentaire : axe prioritaire dans les interventions d'ACORD au Burundi
 - c. Gestion du terroir et agro écologie dans la programmation d'ACORD au Burundi
- V.** Diagnostic et analyse des pratiques agro écologiques transformatives
- VI.** Témoignages sur les expériences positives ou « *success stories* »
- VII.** Proposition de stratégies de partage et de dissémination des expériences positives
- VIII.** Conclusions et recommandations : mécanismes de partage
- IX.** Annexes

I. Introduction

Dans le cadre du Programme d'Appui aux initiatives économiques contribuant à une transformation écologique et sociale des terroirs ruraux "PAIES", ACORD, en collaboration avec ses partenaires, en l'occurrence le CCFD est dans une recherche permanente d'alternatives aux systèmes et pratiques agricoles actuels car leurs conséquences sociales dont la vulnérabilité économique, les épisodes réguliers d'insécurité alimentaire ainsi que la vulnérabilité écologiques comme la diminution de la biodiversité, la vulnérabilité aux sécheresses, perte de fertilité et autres sont de plus en plus violentes.

L'objectif global visé par ce long processus de recherche, de documentation et d'expérimentation s'oriente vers la promotion des expériences favorisant le développement d'expertises locales de mise en place d'initiatives respectueuses de l'environnement et ancrées dans les territoires ruraux. Cela peut être des expérimentations en gestion partagée des ressources naturelles, des initiatives de préservation et de promotion de la biodiversité et de valorisation des savoirs faire paysans; bref des techniques très simples mais très efficaces et accessible permettant de conserver, de préserver, de protéger et de promouvoir la biodiversité d'un terroir.

C'est dans cette perspective qu'ACORD a lancé le présent travail en vue de faire une analyse objective et critique de ses expériences en cours et passées en matière de transformation agro écologique et sociale dans l'objectif de nourrir ses actions futures et stratégiques et ainsi d'améliorer ses pratiques et stratégies mais également d'inspirer et influencer les autres dans leurs actions.

Le travail permettra de dégager les expériences positives dans la zone du programme dans les domaines de la restauration de la fertilité des sols par les intrants naturels, l'aménagement des exploitations agricoles, l'aménagement des bassins versants, l'aménagement des marais, la lutte anti érosive, la restauration des écosystèmes par le reboisement et l'installation des herbes fourragères, la gestion durable des ressources en eau et les savoir et savoirs faire paysans dans le domaine sont répertoriés et documentés.

Les résultats du travail de capitalisation seront partagés avec les partenaires du programme PAIES et les autres acteurs dans la promotion de la restauration des écosystèmes et de la fertilité des sols par les intrants naturels.

II. Approche méthodologique

Le présent travail de capitalisation a suivi les étapes suivantes :

1. Echange avec le personnel ACORD

Il s'agissait des séances avec la direction, le personnel impliqué dans la gestion des programmes ainsi que le personnel terrain pour bien comprendre et circonscrire le travail et recueillir les objectifs et les attentes de la capitalisation. Comme l'ont affirmé certains parmi eux, le concept même de capitalisation n'est pas toujours compris de la même manière et il était nécessaire de partir avec une même compréhension et sur une même base.

2. Travail documentaire

Une documentation sur le travail d'ACORD au Burundi (documents de programmes, plans stratégiques, rapports annuels, rapports d'évaluation, documentaires, etc.) a été consultée afin de se faire une idée globale du travail en termes d'approches et des actions ayant permis des transformations agro écologiques et sociales dans les zones d'intervention. Une recherche documentaire sur le concept de capitalisation a également été effectuée.

3. Collecte d'information dans la zone du programme

Cette étape a consisté à diagnostiquer sous forme de récits, d'histoires, de parcours de processus et d'apprentissage les différentes pratiques et les expériences positives ayant conduit à des transformations agro écologiques et sociales sur le plan individuel et collectif dans la zone du programme. Cela a été fait à travers des entretiens individuels avec des membres d'organisations paysannes, des chefs d'exploitation, des petits producteurs ou des membres des structures de gestion mais aussi à travers des focus groupes, des observations directes et autres technique de collecte jugée pertinente sur terrain telle que la participation à des ateliers organisés dans la zone sur le thème de capitalisation. Des témoignages sur des expériences positives ou négatives ont été recueillis et transcrits à titre d'illustration des changements au niveau des ménages ou des communautés. Un support imagé est également utilisé pour illustrer le narratif.

4. Analyse des données et échange avec les équipes d'ACORD

Il s'agit ici d'analyser, organiser/structurer les expériences individuelles et collectives ayant conduit à des changements positifs dans la gestion du terroir. Les récits sont décortiqués, recoupés et regroupés pour dégager les facteurs d'échec ou de succès, les enseignements à tirer en termes de savoir et de savoir-faire et finalement ressortir les parcours ou connaissances partageables avec d'autres acteurs car étant a priori susceptibles d'être dupliqués et produire les mêmes transformations ailleurs. A l'issue de cette analyse, une séance d'échange a été organisée avec les équipes d'ACORD sur les principales orientations qui se dégagent avant de procéder à la rédaction du rapport proprement dit.

5. Production du document et présentation des résultats du travail

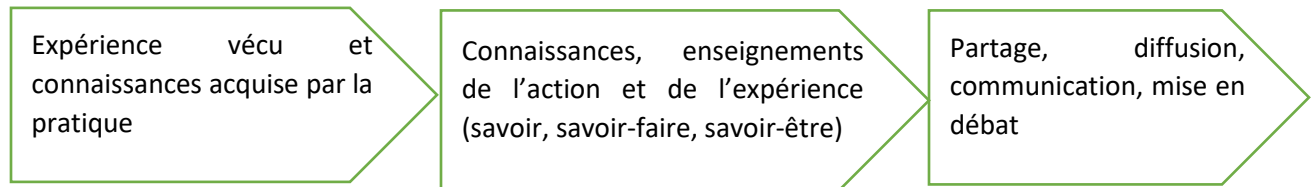
Sur base des données récoltées au cours de la recherche documentaire et sur le terrain, mais également des informations recueillies auprès de l'équipe ACORD, un rapport provisoire du travail a été soumis et discuté avec la direction et l'équipe technique concernée pour recevoir leurs avis, commentaires, questions et observations. Ce sont ces derniers qui ont permis de rédiger le présent rapport définitif.

III. Concepts et définitions

Quatre concepts méritent d'être clairement définis pour une bonne compréhension du présent travail : la capitalisation, l'agro écologie, la transformation ou changement social et l'agriculture familiale.

Capitalisation

Le Suisse Pierre de Zutter, chercheur, formateur et animateur de processus de capitalisation d'expériences définit ce concept comme étant le « passage de l'expérience à la connaissance partageable »¹. Schématiquement, il présente le processus comme suit :



Ce chercheur pose la question si l'on doit capitaliser des pratiques ou des expériences.

Selon lui, la plupart des approches actuelles parlent indifféremment de pratiques et d'expériences. Dans « pratique » ce qui est central c'est l'action réalisée tandis que dans « expérience » ce qui est central c'est l'acteur lui-même et la façon dont il a vécu la pratique, dont il a été transformé par elle. La capitalisation des pratiques est essentielle mais elle délaisse presque toujours l'expérience elle-même en ne lui offrant pas l'opportunité pour être exprimée, confrontée, interprétée, transformée en connaissance partageable.

En d'autres termes, là où la capitalisation des pratiques donne aux actions une place centrale, la capitalisation des expériences, elle, met en valeur le vécu des acteurs et des actrices. Ces deux approches ne s'opposent pas, au contraire elles se complètent.

L'un des buts prioritaires de la capitalisation c'est le partage, c'est mettre les acquis de l'expérience au service des autres.

La capitalisation identifie des pratiques innovantes, exemplaires, dans le but de les vulgariser sur le terrain et que d'autres praticiens et praticiennes s'en inspirent. Par « bonnes pratiques », on entend aussi bien les réussites que les difficultés rencontrées. Elle est de plus en plus utilisée pour le partage d'expériences dans les réseaux de praticiens et praticiennes.

Les 5 grandes étapes de la capitalisation

- ❖ Documenter la capitalisation
- ❖ Recueillir les expériences et les pratiques
- ❖ Analyser, interpréter, confronter
- ❖ Produire
- ❖ Partager/Diffuser

¹Pierre de Zutter, Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital, Éditions-diffusion Charles Léopold Mayer, Paris 1994

Un projet de capitalisation doit répondre aux questions suivantes :

Pourquoi capitalise-t-on?

Sur quoi capitalise-t-on?

Quel produit attend-on de la capitalisation et quelle en est la finalité?

Agro écologie

Le terme agro écologie a été utilisé pour la première fois en 1928 par Basil Bensing, un agronome américain d'origine russe. En 1995, Miguel Altieri, professeur à l'université de Berkeley en Californie en donne la définition suivante : « L'agro écologie est la science de la gestion des ressources naturelles au bénéfice des plus démunis confrontés à un environnement défavorable ».

La démarche vise à associer ou concilier le développement agricole à la protection de l'environnement et à la biodiversité (sauvage et domestique) ; en passant par des opérations de renaturation le cas échéant. Il s'agit souvent aussi de faire évoluer une agriculture à orientation quantitative vers une agriculture plus qualitative, ce qui implique un changement de buts et de moyens

Les principales pratiques agro écologiques sont :

1. Accroissement de la biodiversité en évitant les monocultures qui ont besoin d'intrants en énergie, pesticides et engrais.
 2. Travail du sol qui respecte sa structure et maintient les populations des divers micro-organismes et animaux dans les horizons du sol. Un couvert végétal quasi permanent est recherché pour limiter l'érosion et structurer le sol.
 3. Fertilisation au moyen des engrais verts et de compost pour maintenir un taux d'humus élevé assurant une fertilité durable et garantissant une alimentation hydrique plus régulière. L'agroforesterie peut s'inscrire dans ce processus
- Traitements phytosanitaires naturels, réduits au minimum, biodégradables et traditionnellement utilisés dans la lutte contre les parasites.
 - Sélection des variétés les plus adaptées aux terres cultivées, espèces locales reproductibles localement qui permettent une véritable autonomie.
 - Économie et optimisation de la consommation d'eau et de l'irrigation par une meilleure compréhension de l'équilibre terre/eau.
 - Source d'énergie mécanique ou animale pour éviter le gaspillage d'énergies et les équipements coûteux, sans nier le progrès mais en l'ajustant aux réalités.
 - Aménagements pour lutter contre l'érosion des surfaces (diguettes, micro barrages, digues filtrantes) et utiliser les eaux de pluie, recharger les nappes phréatiques.
 - Haies vives pour la protection des terres cultivées.
 - Reboisement des terrains non utilisés pour produire des sources de combustibles, une pharmacopée naturelle, l'art et l'artisanat, la nourriture humaine et animale, la régénération des sols.
 - Réhabilitation des savoir-faire traditionnels et à la gestion écologique économique.
 - Pédagogie adaptée aux acteurs de terrain

Transformation sociale

Une transformation sociale correspond à un processus de changement d'une situation à une autre. Elle peut être positive ou négative. Pris absolument, le **changement** désigne le passage d'un état à un autre qui peut s'exercer dans des domaines très divers et à des niveaux très divers.

Selon la nature, la durée et l'intensité de ce passage, on parlera d'évolution, de révolution, de transformation, de métamorphose, de modification ou de mutation (*i.e.* de transformation profonde et durable).

Pour le sociologue canadien **Guy Rocher**², le changement social correspond à « toute transformation observable dans le temps qui affecte d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de l'histoire ».

Agriculture familiale

L'agriculture familiale est souvent définie comme une agriculture où la famille exploitante contrôle les principales ressources qui sont utilisées dans l'exploitation. Il s'agit notamment de la terre, du bétail, des cultures, du matériel génétique, de la maison, des bâtiments, des équipements et, de manière plus générale, du savoir-faire qui indique comment combiner et utiliser l'ensemble de ces ressources. Les exploitants familiaux utilisent ces ressources, non point pour faire des bénéfices mais pour obtenir un revenu qui leur procure une vie décente et, si possible, la possibilité d'investir en vue de développer l'exploitation davantage. L'exploitation familiale est le lieu où la famille fournit l'essentiel de la main-d'œuvre et en reçoit une partie ou l'ensemble de son revenu et de sa nourriture. L'exploitation familiale est le lieu d'accumulation des expériences, de l'apprentissage et de la transmission du savoir à la génération suivante.

Cette définition n'est pas loin de celle adoptée par les participants au forum national agricole organisé à Bujumbura du 14 au 16 Octobre 2014 dans le cadre de la célébration de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Organisé conjointement par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le FOPABU et les autres membres du Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA) autour du thème principal « *L'agriculture familiale burundaise nourrit sa population et anime le développement économique durable* », ce forum a défini l'agriculture familiale comme étant « *une forme d'exploitation agricole avec une main d'œuvre essentiellement familiale qui nourrit les ménages et les communautés, qui pourvoit les emplois, qui offre une diversité de produits y compris transformés et qui constitue la source principale de revenus des ménages* ».

Gestion du terroir

Il n'existe pas à vrai dire une définition tout faite de ce concept. Pour le définir dans le cadre du présent travail, nous nous inspirons du document du « Programme d'appui aux initiatives économiques contribuant à une transformation écologique et sociale des territoires ruraux (PAIES) - Sahel et Grands Lacs », dans lequel s'insère par ailleurs. La gestion du terroir peut donc être compris comme étant « *une gestion familiale rationnelle des ressources et exploitations agricoles, visant à rétablir l'équilibre écologique, à travers des activités telles que l'aménagement des bassins versants et des marais, la lutte anti érosive et la restauration des écosystèmes (reboisement, agroforesterie, herbes fourragères)* »

² Guy Rocher, Introduction à la sociologie générale, édition Hurtubise, 1992.

IV. Cadre d'intervention d'ACORD

a. ACORD-Burundi dans le temps et l'espace

ACORD est une organisation panafricaine qui œuvre pour la justice sociale et la promotion du développement et elle est présente au Burundi depuis 1994 où elle mène des interventions pro-pauvres en se basant sur des plans stratégiques dont les activités sont identifiées en analysant le contexte du moment. Ainsi, cinq programmes stratégiques ont été déjà réalisés dans des contextes de guerre civile, d'embargo, d'insécurité, de pauvreté endémique et persistante, de violations massives de droits humains, de retour des réfugiés, des conflits fonciers et d'impunité. La réponse de ACORD à ces contextes a été articulée sur : la réinsertion socioéconomique des victimes de la guerre, le rapprochement des communautés divisées par les conflits, la participation communautaire, la relance de l'économie rurale, consolidation de la paix sociale, dialogue social et transformation des conflits, la promotion et la protection des droits humains en général et ceux des communautés vulnérables, la réduction de la pauvreté à travers les programmes de sécurité alimentaire et de revenu en vue d'un développement durable.

Tout au long de cette période, ACORD-Burundi a fait énormément de réalisations dans ses zones et domaines d'intervention. Des résultats tangibles et des transformations réelles ont été produits dans la zone d'action. Des documents de programmes, des modules de formation, des rapports annuels, des rapports périodiques d'évaluations, des documents de politiques et d'autres outils de support de leur travail ont été produits. Des approches et des modèles d'intervention ont été diffusés.

Alors qu'à ses débuts en 1994, les interventions étaient limitées à la seule province de Cankuzo principalement sur les services sociaux de base et avec des financements limités, elles couvrent actuellement 15 provinces sur les 17 que compte le pays avec des bailleurs de fonds diversifiés et un financement pouvant atteindre six milliards de francs burundais. Durant les dix dernières années, les principaux partenaires technico financiers sont le FIDA, Oxfam, AFD-CCFD, ACDI, FAO, PAM, le PNUD, ONUFEMMES, le Gouvernement Néerlandais, l'UE, la Fondation Heinken, Big Lottery Fund, et la Fondation Roi Baudouin.

Dans sa nouvelle programmation, ACORD entend capitaliser sur les bonnes pratiques et les expériences positives acquises sur plus de deux décennies de présence dans le pays. L'objectif est de diagnostiquer et analyser ces expériences comme des processus d'apprentissage et de partage à grande échelle et finalement comme des modèles de développement du terroir. La présente capitalisation porte sur les pratiques et expériences positives ayant abouti à des transformations agro écologiques et sociales.

Le présent travail répond au souci d'améliorer les outils de communication et de visibilité sur son travail et ses perspectives au Burundi. C'est ainsi que l'un des quatre grands axes d'intervention de son plan stratégique 2016-2019 porte sur la documentation, l'apprentissage et la capitalisation. La capitalisation n'était considérée jusque-là que comme une simple méthodologie d'intervention. L'objectif est de documenter toutes les bonnes pratiques et leçons apprises et les partager avec les autres pour plus d'apprentissage à différents niveaux. Cela permet une construction de nouveaux programmes sur base des acquis et une meilleure collaboration avec d'autres pour plus d'efficacité et d'efficience.

b. La sécurité alimentaire : axe prioritaire dans les interventions d'ACORD au Burundi

La souveraineté alimentaire a toujours été au centre des préoccupations d'ACORD-Burundi tel que cela transparaît dans les trois derniers programmes stratégiques.

- ❖ Le **programme stratégique 2009-2011** dans son 2^{ème} objectif spécifique vise à Faciliter la compréhension et la maîtrise des enjeux de souveraineté alimentaire à travers l'augmentation des superficies emblavées (sous culture) par l'aménagement des marais, l'augmentation de la rotation des cultures, un encadrement soutenu pour une gestion rationnelle de l'eau dans les marais aménagés sur toute l'année, la production des cultures maraîchères sur les bas-fonds surplombant les marais pendant la saison sèche par la micro-irrigation à l'aide des pompes à pédales, la recherche et la diffusion des semences améliorées et variées plus productives et plus résistantes aux maladies ainsi que la vulgarisation des pratiques de production agricoles modernes et la promotion de l'utilisation des intrants agricoles modernes (produits phyto sanitaires et le mélange de la fumure organique aux engrais chimiques).
- ❖ Dans la **programmation stratégique 2012-2015**, face aux contraintes socio-économiques qui entravent l'agriculture burundaise, ACORD propose les interventions suivantes :
 - Accroissement durable de la production et de la sécurité alimentaire par une approche de l'agriculture familiale respectueuse de l'environnement
 - Professionnalisation des producteurs par le renforcement des capacités sur les itinéraires techniques de production et la promotion des approches novatrices
 - Développement des filières et agro-business
- ❖ Pour sa nouvelle **planification 2016-2019**, ACORD voudrait contribuer à améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaire en appuyant l'organisation des petits agriculteurs pour le développement d'une agriculture familiale productive en quantité et en qualité nutritive et résiliente aux changements climatiques par des pratiques d'agro écologie ; en informant les producteurs sur les causes et les conséquences du changement climatique et les stratégies d'atténuation. L'autre action d'ACORD portera sur la diversification des revenus
- ❖ des ménages pauvres tout en contribuant à la sécurisation de la propriété foncière et au plaidoyer pour l'augmentation des investissements publics et privés dans le secteur agricole.

En termes de réalisations, le rapport 2015 fait état d'une amélioration de la production agricole dans les marais et sur les bassins versants par l'usage des techniques d'Intégration Agro Sylvo Zootechnique (IASZ) autour des filières riches en nutriments en vue de garantir non seulement la sécurité alimentaire des bénéficiaires mais aussi l'amélioration de la nutrition. Il s'agit du Riz, maïs, haricots, banane, cultures maraîchères, arachide, soja, palmiers à huile... Grace à l'introduction de nouvelles variétés de riz par exemple, la production passe de 2 tonnes à 4 à 6 tonnes à l'hectare. La production a été augmentée grâce à l'amélioration du capital productif des marais rizicoles et l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau, l'aménagement des BV, la réhabilitation des anciens BV et le rétablissement de la fertilité des sols sur les collines.

c. Gestion du terroir et agro écologie dans la programmation d'ACORD au Burundi

Selon le rapport 2015, ACORD décrit une viabilité écologique qui consiste à promouvoir à grande échelle l'agriculture familiale, l'intégration de l'agro foresterie dans les systèmes de production agricole durable, une gestion rationnelle de la ressource eau. Ces techniques et aspects environnementaux sont en usage dans tous les projets de sécurité alimentaire. La durabilité de l'environnement c'est aussi l'éducation de la population pour créer des réflexes de protection de l'environnement et rendre son action la plus résiliente possible aux changements climatiques. Des réflexions sur les causes profondes des feux de brousses et les solutions à y apporter sont régulièrement menées entre différents acteurs.

En outre, le programme PAIES mis en œuvre par ACORD a pour objectif global de promouvoir un processus de transformation sociale et écologique des territoires ruraux permettant aux populations des zones rurales de vivre bien et durablement.

V. Diagnostic et analyse des pratiques agro écologiques transformatives

Les pratiques agro-transformatives identifiées sur le terrain et qui occupent une place de choix dans les interventions d'ACORD-Burundi peuvent être regroupées en 5 grandes familles à savoir :

- A. Gestions des ressources naturelles
- B. Intégration agri-élevage, fertilisation et production de semences
- C. Agroforesterie et association des cultures
- D. La structuration communautaire dans un contexte d'agriculture familiale
- E. Sécurisation foncière et droits des femmes

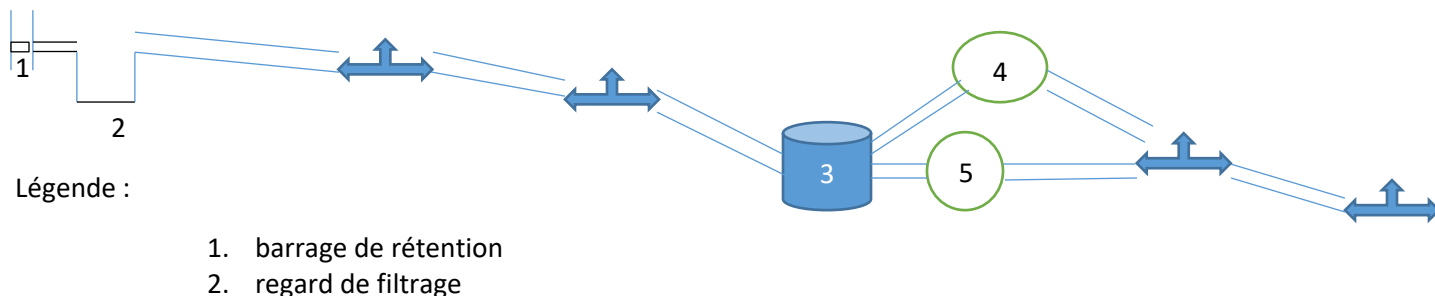
Il s'agit ici de décrire chaque pratique et d'en faire une analyse sur le plan opérationnel et en termes d'effets et impact dans le milieu.

A. Gestion des ressources naturelles

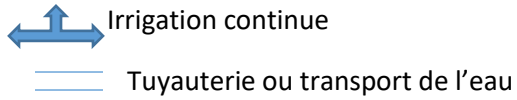
Une bonne maîtrise et une bonne gestion des ressources naturelles telles que la terre et l'eau permettent de maîtriser également la production. Ainsi par exemple, la maîtrise de l'eau comme facteur de production présente beaucoup d'avantages pour le producteur. Non seulement elle constitue un palliatif aux aléas pluviométriques, mais aussi et surtout, elle permet une bonne planification culturale tenant compte de la demande du marché.

Comment c'est fait ?

La technique pourrait se résumer en 6 étapes : la rétention, le filtrage, le transport, la conservation, le moto-pompage et l'irrigation qui fonctionnent suivant le schéma ci-après :



3. tank de réserve
4. pompage
5. conservation de l'eau
6. irrigation



Comme le montrent les images ci-après, le système fonctionne comme suit : Dans un premier temps, il s'agit de retenir l'eau de ruisseau (1). Ensuite, on installe un système de filtrage pour éliminer la boue et autres déchets (2), après on transporte l'eau par des tuyaux jusqu'à un réservoir (3) et de là on peut irriguer par motopompe (4) ou par gravitation. Afin de permettre aux autres usagers de continuer à bénéficier et d'utiliser l'eau du ruisseau, le stockage est également fait grâce à un bac de stockage à partir duquel l'on peut aussi faire l'arrosage (5). L'irrigation par gravitation est également faite tous les 50m à partir du regard de filtrage jusqu'au réservoir.



Cette technique n'est pas encore répandue bien qu'elle soit accessible à tous, que ce soit au niveau de la technicité ou du coût. En effet, tel que l'affirme notre informateur et usagers, l'étape la plus coûteuse reste le motopompage mais celle-ci peut être supprimée pour se limiter à l'irrigation par gravitation. Il ajoute d'ailleurs qu'il a commencé avec des morceaux de roseaux pour servir comme tuyaux.

Il faudrait enfin noter qu'il a appris cette technique de la Tanzanie au cours de son exil et que bien qu'il n'ait pas encore commencé à la diffuser dans son entourage, les voisins en profitent pour irriguer leurs champs.

A une plus grande échelle, l'aménagement des collines et des marais permet de protéger le sol et d'en augmenter la productivité. Le fait d'associer fourragers, arbres forestiers ou arbres fruitiers avec des cultures, le fait de pratiquer des techniques culturales qui, tout en protégeant le sol, augmentent le rendement ne pourrait avoir le même sens ni le même engouement si le producteur n'y trouvait pas sa part de bénéfice.

Ainsi par exemple, demander à un éleveur de vache de cultiver des herbes fourragères ne relève pas du génie. Mais en même temps ca constitue une source de revenus pour un non-éleveur qui trouve facilement le marché chez son voisin propriétaire de vache. Il en va de même pour la plantation d'arbres fruitiers ou d'arbres forestiers dont on peut extraire des planches et donc de l'argent.

L'association des cultures dans l'objectif de protéger le sol comme l'a fait Achel en associant patate douce et manioc, ce dernier servant d'anti érosion, va dans le même sens même si ce n'est pas encore quelque chose qui soit répandue.

Nous n'allons pas ici trop nous attarder sur le travail d'aménagement des marais car étant hors de portée des populations. Tel que développé par ACORD et ses partenaires, les couts y injectés font que sans financements externes, le petit riziculteur n'y parviendrait pas seul. Il est recommandé d'analyser d'autres technologies plus simples et plus accessibles en termes de couts et de main-d'œuvre.

Observation

Il est vrai que l'irrigation a toujours été pratiquée dans les marais avec le système de « kugazura » mais ceci reste limité sur de petites surfaces. L'irrigation par gravitation permet de couvrir une longue distance, surtout quand on y ajoute le moto-pompage. En outre, le système pourrait également être envisagé de façon communautaire pour servir plus de ménages avec un partage des couts au niveau de l'investissement et la mise en place d'un système de gestion et de suivi des travaux de maintenance.

B. Intégration agri-élevage, fertilisation et production de semences

L'intégration de l'agriculture avec l'élevage a déjà produit des impacts réels dans la communauté et des changements sociaux sont observables dans les ménages et dans les terroirs. L'introduction de bovins de race améliorée dans les ménages à travers les projets du ACORD-FIDA ou le programme MED en partenariat financier avec le Gouvernement Basque a permis d'accroître sensiblement la production agricole, les moyens d'existence et la qualité nutritive dans les ménages, mais également par ricochet, l'aménagement et la protection du sol notamment avec les plantes fourragères.

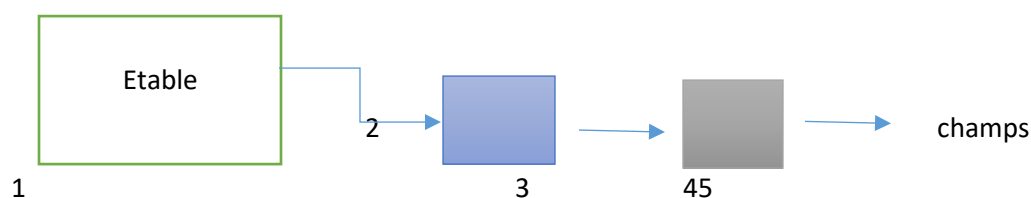
L'aménagement de l'étable couplée à la stabulation permanente permet une récupération de la bouse et du purin pour produire de la fumure de meilleure qualité et partant accroître la productivité. Il permet également une bonne protection des bêtes contre les maladies causes par les insectes et de faire face à l'insuffisance des pâturages.

Les bienfaits de l'intégration agri-élevage n'est donc pas à démontrer et on ne peut pas parler d'agro-écologie sans cette intégration. En effet, la perte de fertilité du sol ne peut être résolue que par la fertilisation et celle-ci doit être chimique ou organique, ou alors la combinaison des deux.

La perte de la fertilité du sol a entraîné un usage presque systématique des engrais chimiques au Burundi. Un département de la fertilisation a été créé au sein du ministère de l'agriculture et récemment en 2013, un programme national de subvention des engrais chimiques a vu le jour avec l'appui de l'ambassade des Pays-Bas au Burundi. Mais si cette politique a permis d'accroître la rentabilité du sol, elle constitue en même temps un danger à long terme puisque non seulement cela crée une dépendance externe, les engrais chimiques étant importés, mais en plus, le sol s'appauvrit davantage à long terme.

La fertilisation du sol par des matières organiques se présente donc comme le meilleur palliatif particulièrement dans un contexte d'agriculture familiale, la plus répandue et la plus pratiquée au Burundi. Avant l'introduction des engrais chimiques, le paysan burundais utilisait la fumure organique pour fertiliser ses champs à travers un système de compostage dit « nyabarega ».

Avec l'évolution et l'appui des différents intervenants, ce système s'est amélioré tel qu'on le constate sur le schéma qui décrit une technique de compostage mise en pratique par les bénéficiaires des projets ACORD-FIDA, membres des chaînes de solidarité bovine.



Légende

1. Etable où se trouve le bétail en stabulation permanente
2. conduite dupurin vers la fosse de compostage
3. 1^{ère} fosse-compost
4. 2^{ème} fosse-fumure
5. Utilisation dans les champs

Ce schéma décrit un système de compostage par la récupération de la buse et dupurin. Le point de départ est donc une étable, ce qui sous-entend que la personne doit avoir soit une vache, soit un autre animal, même si la pratique est faite actuellement avec les vaches dans le cadre du partenariat ACORD-FIDA.

Au préalable, deux fosses de compostage sont aménagées dont la première contient de la matière organique comme la paille ou les feuillages qu'on mélange avec la buse. Le purin du bétail va directement dans cette fosse à travers un conduit aménagé pour cela et va se mélanger avec la matière organique. Après une période variant entre un et deux mois, la première fosse est vidée dans la deuxième. La matière d'en haut se retrouve en bas et vice-versa, ce qui donne à la fin du très bon fumier avec de bons résultats en termes de production.

L'autre technique observée à Makamba consiste à faire du compostage avec de la fumure organique déjà prête. Il s'agit de mélanger de la paille avec de la fumure de haut en bas dans les proportions suivantes : 50 cm de paille en hauteur, ensuite 20 cm de fumure et ainsi de suite 3 fois. Avec 5 brouettes de fumure, on produit à la fin 25 brouettes sur une fosse de 2m*2m*1.5m. Comme pour la technique précédente, le



Photo : compostiere couverte par du maracuja

tout est transvasée dans une seconde fosse après un a deux mois. La fumure bien composée se retrouve en haut pour couvrir celle qui l'est moins et qui se retrouve ainsi en bas.

Enfin, une autre technique de compostage consiste à mélanger la matière organique avec un peu d'urée. Il faudrait ajouter le fait de couvrir la compostière par des arbres rampants tels que le maracuja qui sert à protéger la compostière contre le soleil en même temps qu'ils fournissent des fruits

Nul ne peut parler de fertilisation sans parler de production des semences. La présente étude s'est intéressée sur la multiplication des semences par des techniques agro bio. Dans l'histoire du Burundi, la multiplication des semences à travers les pépinières a toujours été faite avec des sachets noirs en plastique. Non seulement la matière est non dégradable mais aussi était couteuse puisqu'importé. La demande en sachets plastiques était tellement forte qu'une usine chinoise a fini par s'installer à Bujumbura pour les fabriquer localement.

ACORD a initié une technique de fabrication de sachets en feuilles de banane, avec des morceaux de troncs de bananiers comme outil de fabrication pour la morphologie comme ci-dessous illustré.



Selon Asmani Gaparata, pépiniériste de la colline Nyabutare en commune de Nyanza-Lac, la fabrication d'un sachet prend moins d'une minute et la technique de fabrication est tellement rudimentaire que même un enfant est capable de le faire. Au niveau du cout, il peut se réduire à zéro puisque la main d'œuvre peut être familiale alors qu'1Kg de sachets en plastique contenant 250 pièces coute 7500 Fbu.

La pépinière visitée chez Asmani contient 1500 sachets en feuilles de bananes, ce qui fait une économie de $(1500/250)*7500$, soit 45.000 Fbu d'épargne. En outre, la matière utilisée sert également comme fertilisant après la décomposition.

En ce qui est de la sélection des semences de qualité utilisables, le choix est orienté vers les semences ayant fait leur preuve dans le milieu. A Nyanza-Lac, l'essai a été fait sur les pruniers, les papayers, les mandariniers et les fruits de passion. Il suffit d'apprécier et d'acheter de bons fruits et d'en tirer les graines que l'on sème après en avoir consommé le jus ou la partie consommable.

A Kayogoro, Montfort Banyankindiye a expérimenté et réussi un système de multiplication rapide d'arbres fruitiers sans passer par les pépinières ni par le greffage. Pour faire cette opération, on place un sachet en plastique (ou en feuilles de bananes) autour d'une branche écorcée, on y met de la terre et éventuellement du fumier, on arrose si ce n'est pas en période de pluie et des racines commencent à pousser à l'intérieur du sachet sur la partie écorcée. Après une période variant entre un ou deux mois, le plant ainsi produit peut être coupé et repiqué.

L'essai a déjà été fait sur l'oranger et le manguier et la pratique commence à se répandre sur la colline de Kigomagoma où réside l'initiateur.

Analyse

Il est incontestable que les techniques de compostage ont été bien assimilées par les bénéficiaires et que les résultats sont probants au vu des champs visités. Cependant, il faudrait qu'un accent soit mis sur la dissémination de la technique dans d'autres ménages. Par exemple, la récupération du purin est quelque chose qui peut être faite par n'importe quel éleveur de vache. Il en va de même pour le compostage à base de feuillage et de d'urée.

A Cendajuru, les membres de l'association rizicole « Rwizumuceri » ont indiqué que l'engrais chimique n'est pas approprié. Elle fait bien pousser les plants mais la moisson est faible. Il agit donc sur la croissance mais non sur la récolte. Cela démontre les capacités du producteur d'apprécier ce qui est bon pour lui et ce qui ne l'est pas. Ils ont ainsi indiqué qu'en plus de la qualité des semences, l'eau constitue un des facteurs les plus déterminants comparativement aux engrais.

Pour ce qui est de la production des semences, bien que cette fabrication présente des avantages clairs comparativement aux sachets noirs en plastique, elle connaît des limites :

- ❖ En cas de forte demande, il serait impossible de trouver le nombre nécessaires de feuilles de bananes. Notre informateur a indiqué que la fabrication de 2500 sachets a pris tout un mois car il fallait rassembler une certaine quantité de feuilles au-delà de l'entourage immédiat. Il serait par exemple difficile d'envisager cette technique pour la production des 10 882 836 plants par les 7368 membres des groupements des pépiniéristes évoqués dans le rapport 2015 pour la protection du sol et l'alimentation du bétail et des ménages
- ❖ Si ACORD devrait vulgariser la technique, il serait impératif d'axer la campagne sur la dimension familiale et d'envisager des mesures d'accompagnement en termes de multiplication des plants de banane dans le milieu envisagé.
- ❖ La multiplication de semences avec les techniques évoquées sont innovatrices dans la mesure où l'on était habitué à ce que cela se fasse à travers des projets, et qui dit projet dit financements et dépendance externes.

C. Agroforesterie et association des cultures

L'agroforesterie est parfois définie comme un mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations d'arbres dans des cultures ou des pâturages dans la perspective de protéger la terre et d'en augmenter la rentabilité. Tout comme les autres pratiques, ce n'est pas une nouvelle invention car le burundais a toujours cultivé des cedrela ou des grevillea dans ses champs, ou encore des avocatiers.

Force est de constater cependant que ceci n'a pas toujours été systématique et a parfois été dictée par des interventions externes sous forme de projets de développement. Aujourd'hui, avec tout ce qu'on a développé sous d'autres titres dans le présent document, il faudrait promouvoir cette pratique de façon systématique en l'accompagnant par une campagne de sensibilisation sur la consommation de fruits dans les ménages ainsi que la protection du sol. Avec la technique de fabrication de sachets en feuilles de bananes et de multiplication des semences par des pépinières familiales, chaque ménage est capable de produire les arbres forestiers ou fruitiers de son choix et suivant la qualité du sol.

L'agroforesterie en appelle à l'association des cultures. Celle-ci est quelque chose qui était bien connue et pratiquée par le paysan burundais depuis belle lurette. Depuis longtemps, il a toujours cultivé ensemble le haricot avec le maïs. Le haricot avec le manioc, la patate douce ou le taro. Dans le temps, il était rare de trouver une bananeraie qui n'associait pas d'autres cultures. Seules les cultures d'exportation telles que le caféier étaient cultivées en monoculture sous haute surveillance de l'administration à la base et des encadreurs agricoles.

Mais la question qui se pose est que le paysan a besoin de plusieurs types d'aliments pour se nourrir de façon plus ou moins équilibrée. En plus, dans le contexte burundais avec l'émiettement de la terre (1/2 ha de terre cultivable par ménage), il apparaît clairement que l'association des cultures semble répondre mieux aux caractéristiques de l'agriculture familiale.

Certaines associations nécessitent une mention particulière :

4. L'association caféier + Soja, ce dernier jouant le rôle de substitution au paillage. Comme on le sait, le paillage détruit l'environnement
5. L'association bananiers + « mukuna », ce dernier servant pour l'alimentation du bétail et favorisant un bon environnement pour le bananier
6. Association cultures vivrières + fourragers, ces derniers servant pour la protection du sol et l'alimentation du bétail
7. Association arbres fruitiers + cultures vivrières, les premiers servant pour la protection du sol et l'amélioration de la nutrition et pouvant procurer des revenus
8. Association patate douce + manioc, ce dernier servant en même temps pour la lutte antiérosive
9. Association pruniers + tomates : la tomate est plantée entre 2 pruniers à distance égale. Le fumier mis sous la tomate ainsi que son arrosage profite alors aux deux pruniers également dont les racines viennent jusqu'à la tomate pour y puiser la matière nutritive.



Photos d'illustration : association patates douces-manioc, bananiers-mukuna, pruniers-tomates, caféier-soja

D. La structuration communautaire dans un contexte d'agriculture familiale

Il est clair que l'agriculture familiale telle que définie comme étant « une forme d'exploitation agricole avec une main d'œuvre essentiellement familiale qui nourrit les ménages et les communautés, qui pourvoit les emplois, qui offre une diversité de produits y compris transformés et qui constitue la source principale de revenus des ménages », est celle qui est pratiquée par le paysan burundais de façon générale. Il n'est pas question de développer son fonds et son contenu dans ce texte mais il s'agit de lancer le débat sur la manière, l'approche ou la stratégie à adopter pour ce concept à celui de la gestion foncière.

En effet, avec l'allure à laquelle va la démographie burundaise et l'émiettement de la terre qui s'en suit, l'on se dirige tout droit vers un goulot d'étranglement où la terre ne pourra plus nourrir les membres de la famille et encore moins lui procurer des revenus.

La question est alors celle-ci : comment envisager la propriété foncière comme une propriété familiale indivisible et l'exploiter comme telle, dans l'optique de nourrir ses membres et de lui procurer des revenus pour répondre à ses besoins pratiques tels que la scolarisation, l'accès à la santé, l'habillement, etc.

Avec la politique de sécurisation foncière en cours, la propriété serait alors enregistrée en tant que propriété familiale non morcelable. Certes, l'idée ne serait pas reçue tambour battants mais cela vaut la peine de lancer le débat. Cela réduirait également les cas de conflits fonciers.

Mais tout cela doit passer par une bonne structuration communautaire. ACORD a développé toute une approche en matière de ciblage et de structuration qui le distance des autres organisations et en fait une référence dans le domaine. La présente étude s'est attardée sur la chaîne de développement communautaire. Comme l'illustre la chaîne de solidarité communautaire bovine en commune de Bugendana, cette approche pourrait servir de modèle de développement du terroir. A partir d'une vache, une chèvre ou des rejets de banane, il serait possible d'atteindre l'objectif d'une vache ou un champ de bananiers moderne par ménage.

L'approche présente plusieurs avantages :

- L'appropriation par la communauté qui est un facteur décisif de durabilité
- La cohésion sociale
- L'apprentissage par pair et par proximité
- La réduction des inégalités sociales

Il est prouvé que les membres d'une même chaîne se sentent liés par un même sort. Le mot en kirundi « abasangiye urugendo rw'iterambere » ou ceux qui partagent la même trajectoire vers le développement l'explique mieux. En outre, le fait que la chaîne soit gérée par un comité local est un gage de durabilité.

A Bugendana, la coopérative des éleveurs de vaches qui a mis sur pied et gère un centre de collecte de lait prouve qu'avec un bon accompagnement les producteurs sont capables de réaliser de grandes choses. Même si le matériel utilisé et octroyé par le FIDA en partenariat avec ACORD a coûté de gros investissements, aujourd'hui, les coopérateurs affirment être capables de faire marcher le centre avec leurs propres moyens, ce qui n'est tout de même pas évident.

L'exemple de la colline Kigomagoma avec Monfort Banyankindagiye qui a développé d'autres chaînes parallèles au niveau de son entourage et de sa famille montre comment la chaîne peut atteindre une communauté plus large.

Analyse

La durabilité de ces chaînes de solidarité comme approche de développement doivent reposer sur la performance des comités locaux de gestion et l'appropriation par les membres. C'est pourquoi, au-delà des différents appuis (cheptel, matériel, formations techniques, etc.), plus d'efforts doivent être mis dans le renforcement des capacités organisationnelles et managériales de ces comités. Les membres de

l'association « Rwizumuceri » qui accusent des faiblesses en matière de gestion ne peuvent pas mener l'association si loin que ça.

De même, il faudrait éviter à tout prix l'accaparement ou l'individualisation des structures ou des organisations par les premiers gestionnaires et promouvoir leur appropriation par les membres.

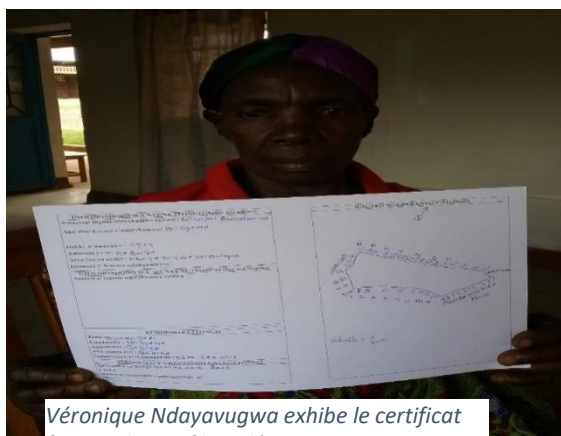
E. sécurisation foncière et droits des femmes

Il serait utopique de parler de bonne gestion du terroir sans parler de sécurisation foncière.

La province de Cankuzo a pris le lead dans la mise en place des services fonciers communaux en les instaurant dans les communes Cendajuru, Kigamba et Mishiha avec l'appui technico-financière d'ACORD et le programme post-conflit pour le développement rural « PPCDR ». Ces services tirent leur légalité dans l'article 383 du Code foncier révisé du Burundi qui dit que « les droits réels (notamment la propriété foncière), non enregistrés par le conservateur des titres fonciers peuvent l'être par le service foncier communal qui délivre à leurs titulaires un certificat foncier ». La création et les missions d'un SFC, sont détaillées de l'article 384 à l'article 410 du code foncier du n°1/13 du 09 Août 2011. Le Code donne à toutes les communes la latitude de créer un service foncier pour répondre au besoin de sécurité juridique des droits fonciers des populations de la commune.

Le service foncier communal est d'une grande utilité dans la sécurisation foncière. Ainsi, 200 certificats fonciers ont été délivrés en commune Cendajuru depuis 2015, contre respectivement 327 et 400 en communes Kigamba et Mishiha depuis 2013. La question essentielle qui se pose est celle de leur autonomie de fonctionnement sans appui externe eu égard aux capacités financières actuelles des communes. A ce jour, seules les communes de Nyabitsinda en province Ruyigi et Nyanza-Lac en province Makamba ont initié ces services sur fonds propres. Des études faites notamment en province de Gitega ont néanmoins démontré que les communes sont à même de prendre en charge le fonctionnement de ces structures.

A Kigamba, le PPCDR a donné son appui pour le fonctionnement des structures et les activités de formation, sensibilisation, réception des demandes, mesurage, établissement des certificats, etc. Le gros des demandes ont été reçus en 2013 avec cet appui et actuellement avec l'appui de la GIZ qui a permis le rapprochement du service aux populations puisque l'enregistrement se fait sur place dans les collines, ce qui accroît le nombre de demandes.



Veronique Ndayavugwa exhibe le certificat foncier de son fils exilé en Tanzanie

La plupart des parcelles enregistrées sont celles qui ont été achetées ou reçues des différentes administrations. Les demandes d'enregistrement pour les propriétés familiales sont plutôt rares. La certification foncière présente les avantages suivants :

- La COOPEC tend vers l'acceptation des certificats fonciers pour garantir les crédits, ce qui constitue un facteur favorable pour la sensibilisation. Mais la COOPEC considère également la mise en valeur comme valeur ajoutée pour déterminer le montant de crédit.

- L'enregistrement constitue un mécanisme de prévention et de gestion des conflits fonciers. Avec la certification foncière, le nombre de conflits fonciers diminue très sensiblement
- Enfin, la propriété est effectivement sécurisée

Mais des défis en matière de genre ne manquent pas :

- Généralement, dans un ménage, le certificat est délivré au nom du mari même quand il est décédé, le cas échéant il est inscrit au nom de la succession ou d'un membre masculin de la famille.
- Absence ou faible soutien et implication de l'administration communale dans les activités du service foncier. Les agents doivent faire partie intégrante du staff communal et traités comme tel notamment en matière salariale
- Problématique d'émulation des membres des comités de reconnaissance collinaire chargés d'attester l'appartenance des terres sur les collines. Leur nombre étant élevé (7 par colline), le travail est bénévole, ce qui pourrait faire craindre le monnayage du service
- Sensibilisation par pairs : Au cours de la sensibilisation les femmes comprennent mieux quand elles sont sensibilisées par d'autres femmes. A ce jour, l'on compte seulement 0.2% de femmes parmi les enregistrements à cause de l'absence d'une loi régissant la succession. Les quelques rares cas concernent les cas de terre achetée par la femme elle-même. On constate aussi que ceux qui enregistrent leur terre, ce sont des paysans et rarement des fonctionnaires

En réalité et comme on l'a vu avec l'association « mukenyezi gira ijambo » en commune de Nyanza-Lac, les choses vont toujours mieux quand elles sont faites de commun accord entre l'homme et la femme. L'approche couple a permis de valoriser la femme et de promouvoir ses droits, y compris le droit à la terre comme le témoignent Agrippine, Suzanne ou Joséphine de cette même association.

La prise en compte du genre dans le ciblage est également un facteur de réussite et de lutte contre les inégalités. Ainsi, l'intégration des femmes chefs de ménages ajoute une plus-value dans le projet comme le témoigne Mariessie qui a bénéficié d'une vache et n'a rien à envier aux femmes mariées.

VI. Témoignages sur les expériences positives ou « *success stories* »

A. Gestions des ressources naturelles

Achel Kabura : Je produis ce que je veux, quand je veux grâce à une bonne gestion de l'eau

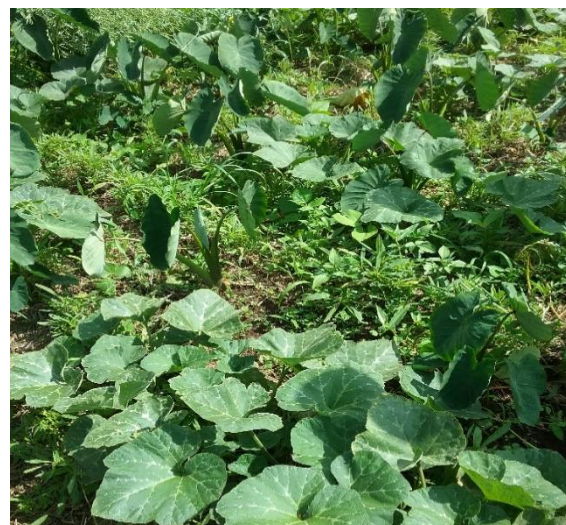


Figure 1 champ de haricot associé avec du maïs

Achel Kabura, 63 ans, habite la colline de Nyankara de la commune Makamba depuis 1971. Père de 8 enfants, Achel est un « *self-made man* » et un véritable touche-à-tout. Avant d'être agri-éleveur modèle, il a été tour à tour réparateur de vélos, apiculteur comme son père, pêcheur, petit commerçant, menuisier, etc. En 1972, il prend le chemin de l'exil en Tanzanie à l'âge de 19 ans. Il revient 2 ans plus tard avec des bribes de connaissance en pêche et s'initie au petit commerce. En 1975, il construit la toute 1^{ère} maison en tôles ondulée de la colline et s'achète un vélo à 240 Fbu, se rappelle-t-il. Il se marie 2 ans plus tard. Jusqu'en 1983, il pratique plusieurs types d'activités, les unes plus rentables que d'autres et acquiert de nouveaux terrains à cultiver.

Son histoire avec la ressource « eau » commence véritablement en 1985 lorsqu'il achète son 1^{er} tuyau plastique à des fins d'irrigation et d'arrosage puisque jusque-là, il utilisait des morceaux de roseaux. Il se spécialise dans la tomate et la pomme de terre. En même temps, il se plonge dans la caféiculture, l'apiculture et la culture de maracuja avec comme marché d'écoulement la ville de Gitega. En 1993, quand éclate la guerre suite à l'assassinat du président Ndadaye, Achel dispose de 7 vaches de bonne race, 5 porcs, un troupeau de chèvres, un poulailler et des canards, tout cela tiré de l'agriculture. Des prix lui sont décernés et des visites organisées chez « ce paysan modèle du coin ». Mais à l'instar d'autres burundais, il est dépouillé de tous ses biens et tout tombe à l'eau. Il se réfugie à nouveau en Tanzanie d'où il revient 2 ans plus tard pour refaire sa vie. Mais les appuis en cheptel reçus dans la foulée du rapatriement et programmes post-conflits entre 1995 et 2000 subiront le même sort.

Clopin-clopant, Achel poursuit sa vocation d'agri-éleveur et chaque nouvel intervenant se sert de lui comme porte d'entrée dans la communauté et dans le milieu. Il reçoit ainsi divers appuis en provenance de diverses organisations sous forme de formations, de visites d'échange, d'appui direct en cheptel ou en intrants de toute nature. Cependant, malgré tous les succès enregistrés, ce qui rend



Champ de courgettes avec amaranths et colocases

ce producteur unique et particulier reste la maîtrise de la ressource eau comme facteur de production. Avec la possibilité de produire ce qu'il veut et quand il veut grâce à l'irrigation par gravitation, Achel devient le maître du marché. Il organise les cultures suivant la demande et fixe les prix à sa convenance. Il programme la production et celle-ci est continue tout au long de l'année.

Actuellement, les champs d'Achel se distinguent par leur verdure pendant que les autres habitants se plaignent de la mauvaise pluviométrie comme le montrent ces images. Même s'il tire ses revenus de sources diversifiées telles que les produits d'élevage, les récoltes vivrières, la multiplication des semences ou l'apiculture, il affirme que les récoltes hors saison tels que les produits maraichers, le haricot ou le maïs font qu'il ignore les période de soudure.

B. Intégration agri-élevage, fertilisation et production de semences

Isaïe Nsavyimana et Donavine Hatungimana : quand une vache change la vie d'un ménage



Isaïe Nsavyimana, 33 ans et Donavine Hatungimana vivent ensemble depuis le 18 janvier 2008. Fin 2012, quand ACORD est venu faire le ciblage des bénéficiaires sur la colline Kampene, secteur Ruhororo en zone de Bubanza, le couple a été identifié pour bénéficier d'une vache car répondant aux critères d'éligibilité. Après avoir suivi les séances de sensibilisation-formation et répondu aux conditions liées à la préparation, une vache de race frisonne lui a été octroyée en date du 18 janvier 2013. Outre la vache, ils ont reçu des semences de haricot, de maïs et des rejets de bananiers ainsi que des engrais chimiques à mélanger avec la fumure organique pour accroître la productivité.

En Septembre 2015, la vache met bas et le veau est remis à la personne qui suit sur la chaîne de solidarité communautaire conformément aux règles de fonctionnement. Depuis, elle a mis bas un 2^{ème} veau et un troisième devrait venir bientôt. Grace aux

fonds récoltés par la vente du lait à la coopérative de collecte de Mpanda (20 litres par jour à raison de Bif 550 par litre), Isaïe a acheté un taureau qui fait également des entrées à travers l'insémination. Toujours avec l'argent provenant du lait, il a amélioré son habitat en cimentant le pavement, en crépissant le mur et en remplaçant les tuiles par des tôles ondulées

Sur cette toiture, il a placé une plaquette solaire, ce qui lui permet d'écouter la radio et d'éclairer sa maison. Aujourd'hui, Isaïe pratique les techniques agricoles apprises pour protéger le sol et accroître la productivité. Il pratique l'agroforesterie, lutte contre l'érosion avec des herbes fourragères, pratique la rotation et l'association des cultures notamment le haricot, le maïs, le manioc, la banane, l'aubergine et la tomate. Il déplore que le maïs hybride octroyé par ACORD n'ait pas bien poussé et compte le remplacer par des variétés locales. Isaïe vit en concubinage avec sa femme et compte régulariser son mariage au cours de l'année 2017 car « il en a maintenant les moyens ». Ainsi, la vache aura permis non seulement

l'amélioration des conditions de vie du ménage mais aussi de l'édifier à travers la régularisation du mariage.

1^{ère} Observation

ACORD, via le FIDA, a distribué 39 têtes de bétail de race frisonne sur la colline Ruhororo II et la chaîne est à sa 3^{ème} génération, ce qui ramène le nombre à 117 vaches. Si on fait un calcul simpliste et linéaire en se basant sur l'exemple d'Isaïe, l'on serait aujourd'hui (cela fera 4 ans le 18 janvier 2017) à 156 têtes tel que ci-après décrit :

	1 ^{ère} génération	2 ^{ème} génération	3 ^{ème} génération	Achetées avec la vente de lait
1 ^{ère} génération	39	39	39	39
2 ^{ème} génération		39	39	39
3 ^{ème} génération			39	39
Achat propre				39
Total	39	78	147	156

Cela représente à peu-près 35 % des ménages de la colline si l'on considère qu'une colline compte environ 550 ménages.

2^{ème} observation

L'instauration de comité d'éleveurs et la mise sur pied des coopératives de collecte de lait s'est faite avec des appuis consistants en termes de construction et équipement des infrastructures mais également d'appui à leur fonctionnement. Cela pousse à douter de leur pérennité après la fin du programme, surtout que les équipements exigent une certaine technicité sur le plan de la manipulation et de la maintenance.

C. Agroforesterie et association des cultures



Prosper Ntakarutimana : un modèle pour son entourage

Prosper Ntakarutimana est un habitant de la colline Mu Gitega en commune de Bugendana, marié à Libérate Ndereyimana. Ensemble ils ont eu 7 enfants dont 5 filles et 2 garçons, tous fréquentant l'école. Avec son niveau 3^{ème} primaire, Prosper était au départ réparateur de vélos et sa femme s'occupait de l'agriculture pour faire vivre leur famille. En 2010, il est ciblé pour faire partie de la chaîne de solidarité bovine et en 2011, il obtient une génisse de race frisonne. Depuis ce jour, sa vie commence à changer. Il reçoit des formations et un

accompagnement rapproché sur les techniques d'élevage et les techniques agricoles. Il met en pratique les nouvelles connaissances culturelles acquises. La production augmente grâce au fumier. Pour ce faire, il pratique la stabulation permanente et récupère la bouse et le purin.

Comme tous les autres éleveurs bénéficiaires des projets ACORD-FIDA, il est Actionnaire de la coopérative de collecte et de vente de lait et à ce titre bénéficie des avantages qu'elle offre : petit crédits, produits pour l'alimentation et les soins vétérinaires

AU niveau des changements, Actuellement il a un compte à la COOPEC avec 150.000 Fbu d'épargne. Il cultive du maïs, du haricot, du manioc, pomme de terre, bananier, patate douce grâce au fumier obtenu par l'élevage et la récolte a augmenté « d'au moins 2 à 3 fois ». Alors qu'avant ses enfant mangeaient à peine 2 fois par jour, aujourd'hui ils prennent même le petit déjeuner, consomment du lait à volonté et mangent de la viande régulièrement, chose qui était très rare avant. Actuellement, Prosper a 2 vaches, 6 porcs, une moto, une maison en tôles ondulées et avec une plaque solaire et sert de modèle dans le milieu.

Comme perspective, il compte s'acheter de nouveaux terrains à cultiver et de nouvelles vaches de bonne race avec l'argent qu'il va continuer à récolter de la vente de lait et de produits agricoles.

Analyse

Il est intéressant de voir comment Prosper a fourni des rejets de bananiers dans son entourage. A ce jour, 4 ménages ont reçu de lui 75 rejets qui se sont déjà multipliés. En plus, son voisin qui est aussi un éleveur de vaches est venu copier le système de récupération du purin pour le compostage.



Prosper, sa femme et ses enfants posant autour de la moto acquise grace a l'agri-elevage

D. La structuration communautaire dans un contexte d'agriculture familiale

Montfort Banyankindagiye : la chaine de solidarité, une approche de développement communautaire

L'histoire de Montfort Banyankindagiye pourrait faire l'objet d'une œuvre biographique. Ce paysan producteur modèle, marié et père de 10 enfants à seulement 49 ans vit sur la colline de Kigomagoma en commune de Kayogoro depuis 1983. Son père, originaire de la province Ruyigi, y avait acheté un terrain avant de rendre son âme alors que le jeune garçon n'avait que 16 ans mais rien n'y poussait

En 2010, il fait connaissance avec le programme MED appuyé par le Gouvernement Basque à travers l'ONG locale « Ntusigarinyuma³ ». Il reçoit des formations sur les bonnes pratiques agricoles, il est ciblé pour

³ Littéralement "ne reste pas en arrière"

bénéficiaire d'une tête de bétail dans le cadre de la chaîne de solidarité communautaire et effectue un voyage d'étude en commune de Nyarusange dans la province de Gitega. Là-bas, il est fort étonné que Bnkamwabo, paysan modèle, puisse produire mieux que lui sur un terrain de 90 ares, très largement inférieur à la sienne, d'une superficie d'environ 5 ha.

La visite servira de déclic. De retour, il revient avec un rejet de banane qu'il plante chez lui et qui se multiplie vite avec une production qui dépasse ses attentes. Dans l'entre-temps, il reçoit une vache frisonne. Avec la fumure qu'elle procure associée aux nouvelles pratiques culturales, il améliore nettement sa production agricole. Les régimes de banane ainsi récoltés se vendent autour de 10.000 Fbu. Il diversifie et associe les cultures, notamment les bananiers, le haricot, le maïs et les arbres fruitiers tels que les manguiers, ananas, orangers, mandariniers, avocatiers ou fruit de passion. Il précise qu'il utilise exclusivement de la fumure organique mais récolte mieux que ceux qui utilisent les engrais chimiques.



Photos de Montfort exhibant fièrement la production de ses champs et de son élevage

Tous les enfants en âge de scolarisation vont tous à l'école et consomment régulièrement du lait. Aujourd'hui, Montfort est connu sur toute la colline pour ses vaches et ses champs. Il gère une petite boutique d'une valeur avoisinant 700.000 Fbu et préside une équipe de football reconnue dans la commune.

Mais attardons-nous sur la chaîne de solidarité bovine.

En 2011 donc, Montfort est élu pour faire partie du comité de la **chaîne de solidarité communautaire bovine** de sa colline et reçoit une génisse en gestation qui met bas quelques semaines après.

La vache produit 14 litres par jour dont une partie est vendue à la SOSUMO et une autre consommée, ce qui lui fait un revenu mensuel de 120.000 Fbu et améliore la santé de la famille, précise-t-il, sourire aux lèvres. Conformément au règlement, il cède le veau obtenu à la personne qui suit sur la chaîne. Mais sa vache ne tardera pas à mettre bas un nouveau, mais cette fois c'est un male. Il le revend en 2013 pour acheter une autre génisse qui se multiplie actuellement en même temps que celle de la chaîne de solidarité communautaire.

Comme celle-ci sélectionne les bénéficiaires sur base de critères rigoureux, Montfort constate que certains parmi ses amis n'ont pas pu être éligibles au sein de la chaîne de solidarité communautaire et

acquérir de vaches bien qu'ils le souhaitent. Il décide donc de mettre sur pied une « **chaîne de solidarité amicale** » avec comme critères principaux l'intégrité et l'honnêteté.

A chaque fois qu'il parvient à rassembler une certaine somme grâce à la vente de lait, de produits agricoles ou de porcins, il s'associe avec un de ses amis pour acheter une vache de bonne race qu'ils partagent. Dès que celle-ci met bas, lui récupère le veau et laisse la vache-mère à son ami qui en devient le propriétaire. Préalablement, il le sensibilise sur les activités préparatoires pour recevoir la bête notamment la construction d'une étable et la plantation d'herbes fourragères. Actuellement, quatre de ses amis ont adhéré à cette chaîne et ont eu des vaches de cette manière. Leurs champs « ressemblent aux siens » grâce à la fumure et leurs enfants consomment du lait.

Parallèlement à cela, Montfort a instauré une **chaîne de solidarité familiale** qui en est à ses débuts. L'idée est de donner une vache à chacun de ses enfants qui se marient, filles et garçons confondus. La condition étant qu'à leur tour, ils fassent de même pour leur progéniture. A terme, toute la chaîne de sa descendance aura au moins une vache dans la famille et améliorera ainsi ses conditions de vie à travers la consommation de lait, l'accroissement de la production agricole et le pourvoi aux différents besoins pratiques.



Analyse

Bien que Montfort prétend promouvoir l'égalité des genres au sein de sa famille notamment à travers la répartition des rôles et la gestion équitable dans l'affectation et la gestion des ressources, l'on sent que dans son for intérieur, il persiste des convictions qui se traduisent par des pratiques pour le moins sensibles au genre. Tout en affirmant que tous les enfants sont égaux en droit, il affirme en même temps qu'une fille mariée appartient à une autre famille et ne doit pas bénéficier automatiquement d'une vache pour ne pas « donner en même temps sa fille et une vache », car ce serait « offrir la vache à une autre famille ». Il a indiqué que pour les filles, il devra se concerter avec sa femme d'abord.

L'amélioration des conditions de vie ne doit pas se mesurer sur le nombre de repas ou la scolarisation des enfants seulement. Le travail sur les moyens d'existence doit également mettre un accent sur des aspects comme l'hygiène et la santé. Être modèle dans son milieu c'est aussi montrer l'exemple sur la propreté, ce qui n'est pas le cas sur cette photo avec les enfants de Montfort.

Association « Rwizumuceri »⁴ : des hauts et des bas mais toujours debout

L'association « Rwizumuceri » a été créée en 1996 à Cendajuru en commune Cankuzo avec l'appui d'ACORD. A sa création, elle était composée de 78 membres dont 21 femmes et 57 hommes et avait pour principale activité la riziculture. Elle est alors présidée par un certain Kadjumani qui la gère comme « son entreprise » jusqu'en 2007.

⁴ Littéralement « Augmenter la production de riz »



5 membres du comité devant la décortiqueuse

Entre la date de création en 1996 et 1999, l'association reçoit des appuis en renforcement des capacités matérielles, organisationnelles et financières de la part de l'ONG ACORD, pratiquement la seule présente dans le milieu. Des formations sur l'organisation et la gestion des associations ou sur les bonnes pratiques agricoles, des appuis en semences et autres intrants agricoles, un bureau de travail, un hangar pour achat et stockage de riz non décortiqué ainsi qu'une décortiqueuse de riz sont ainsi octroyés aux membres. Grâce à cet accompagnement, l'association est notariée et enregistrée au Ministère de l'intérieur en 1997. A cette date, l'actuelle présidente avait seulement 15 ans, se souvient-elle.

En 1999, ACORD cesse d'appuyer l'association, jugeant qu'elle a acquis les capacités nécessaires pour voler de ses propres ailes. Mais en 2001, certains membres commencent à quitter un à un par démotivation suite à l'opacité dans la

gestion des fonds.

En 2005, l'association est redynamisée par le PRASAB, un projet de la Banque Mondiale qui lui offre une nouvelle décortiqueuse multifonctionnelle flambant neuve pouvant faire le décortilage de riz, de maïs, de manioc et de sorgho. De nouveaux membres sollicitent l'adhésion et le membership va atteindre 101 personnes. Ces derniers reçoivent également un don de 303 cabris à raison de 3 par membre. La production augmente, les cotisations aussi. L'association est à son apogée.

En 2006, profitant de la situation financière de l'association, les gestionnaires du compte vident celui-ci et s'en servent pour solliciter des crédits individuels. Le président est accusé d'avoir détourné un montant de 2.800.000 Fbu⁵. En 2007, un nouveau comité est mis en place, avec pour mission principale le recouvrement des montants détournés. Mais les membres sont à nouveau démotivés et beaucoup parmi eux quittent l'association qui connaît alors une nouvelle rechute.

En 2013, un noyau d'anciens membres se réunissent et décident de la raviver. De nouvelles élections sont organisées et un nouveau comité est mis en place. Dame Judith Nijimbere, prend les rênes de l'association qu'elle dirige à la satisfaction des membres jusqu'à ce jour en dépit de son niveau d'étude qui ne dépasse pas la 6^{ème} année primaire.

Aujourd'hui, les 5 membres du comité rencontrés affirment avec fierté que n'eût été la détermination de certains membres et le leadership du comité actuel, l'association serait morte et enterrée. Actuellement les deux comptes ouverts à la poste et à la COOPEC sont crédités d'un montant qui approche un million de Fbu, la décortiqueuse de riz est la plus sollicitée dans commune de Cendajuru à cause de la qualité de riz qu'elle donne mais aussi du coût de décortilage qui est plus concurrentiel comparativement aux commerçants spéculateurs, de nouveaux terrains cultivables ont été acquis, deux maisonnettes ont été achetées et sont en location respectivement comme hangar et restaurant.

Au niveau des perspectives, l'association voudrait se construire un magasin de vente de riz non décortiqué et se procurer d'un hangar de stockage pour les membres et d'une nouvelle décortiqueuse en remplacement de l'actuel qui s'amortit.

⁵ A ce jour, il n'a remboursé qu'une somme modique de 600.000 Fbu

Le défi majeur reste la capacitation des membres du comité pour bien gérer l'association et ses biens. A titre d'illustration, aucun membre n'est capable de tenir correctement la comptabilité de l'association avec des outils comptables.

Sur le plan communautaire, les éleveurs ont accès à du son de riz pour leur bétail sans faire de grandes distances, et la formation SRI reçue d'ACORD profite à tous les riziculteurs du milieu.

En interne, il s'est créée dans l'association une solidarité qui inspire l'entourage et la pratique d'umugwazo, une forme d'usufruit n'existe plus au sein des membres de l'association.

E. Sécurisation foncière et droits des femmes

Mukenyezi Gira ijambo : combattre les inégalités liées au genre d'où qu'elles viennent

L'histoire et le travail de l'association « Mukenyezi Gira ijambo » pourrait se résumer à ces deux photos : celle du couple Suzanne Hatungimana et Jean Nyabenda qui a recouvré son harmonie familiale et celle d'Agrippine qui a non seulement retrouvé son foyer mais aussi a pu hériter de sa famille paternelle. L'histoire se passe sur la colline Nyabutare, zone Muyange, commune Nyanza-Lac.

Avant la naissance de l'association en 2009, les femmes de cette localité étaient sous la dominance et l'exploitation masculine, particulièrement en période de récolte ou de pêche. A ce moment, dès que les hommes vendent les récoltes et obtiennent quelques revenus, ils ont tendance à répudier leurs femmes légales pour se la couler douce avec de nouvelles conquêtes. Les cas de concubinage et de divorces étaient donc légion dans la région et en cas de séparation, la femme légitime partait les mains bredouilles, laissant tout à des concubines. Voyant cela, un groupe de femmes et d'hommes sensibles à de telles injustices se sont mis ensemble et ont créé l'association « Mukenyezi Gira ijambo » dans l'objectif de lutter contre les violences faites aux femmes et de défendre leur droits à la succession. Depuis sa création jusqu'aujourd'hui, la présidente de l'association, madame Joséphine Ndiwokubwayo affirme que la colline de Nyabutare et ses environs ne connaissent pas de violences liées au genre et cela est confirmé par les autres membres.

Le couple **Suzanne Hatungimana, 27 ans et Jean Nyabenda, 26 ans**, sont mariés et ont eu 4 enfants. Nyabenda Jean est pêcheur et gagne sa vie. Il y a 3 ans, le couple a failli se disloquer, comme le raconte Suzanne, propos confirmés par son mari :

« Il me remettait chaque fois l'argent de la pêche mais me contournait pour reprendre le montant à mon insu. Avec cet argent il allait fréquenter d'autres femmes et le soir il me battait sous prétexte que j'avais fait disparaître l'argent. Un jour J en 2013, j'ai décidé de le quitter et c'est là que j'ai croisé Joséphine Ndiwokubwayo qui m'a demandé où j'allais. Je lui ai alors raconté mon histoire et elle m'a demandé si je pouvais accepter que les membres de l'association puissent venir me conseiller, ce que j'ai accepté. Nous



Bonheur retrouvé entre Suzanne et Jean

avons alors pris le chemin retour et, arrivés à notre domicile, ils ont expliqué à mon mari qu'ils venaient nous conseiller. De 8 heures du matin jusque vers 15 heures, ils nous ont écoutés, nous ont conseillés et mon mari a accepté le tort et promis de changer. A partir de ce jour, nous vivons en parfaite harmonie, tout se décide ensemble et l'entourage nous cite comme exemple. »

A son tour, Agrippine Bazira raconte :

« Avec la crise de 1993, mon mari et moi, nous nous sommes exilés en Tanzanie mais mon mari m'y a laissée avec nos 8 enfants. De retour au pays, il a pris une deuxième femme avec laquelle il a fait un enfant. En 2005, il est venu pour me rapatrier mais il a acheminé tous nos biens vers sa deuxième femme installée à Nyanza-Lac. En 2006, « des bienfaiteurs » ont organisé une séance sur notre colline autour de la question des cas des maris qui abandonnent leurs femmes au retour d'exil. Dans cette réunion, j'ai demandé la



AgrippineBaziraraconte

parole et j'ai exposé mon cas. Des gens sont allés rapporter à mon mari que je l'avais dénoncé.

Quelques jours après, ACORD a organisé des formations sur les violences et les inégalités liées au genre et j'ai proposé à mon mari de venir y participer. Quand il a écouté les exposées et les échanges, il m'a demandé pardon et il est retourné vivre avec moi, abandonnant la deuxième femme. Depuis nous ne nous sommes plus séparés jusqu'à sa mort ».

« Ensuite, en me basant sur les enseignements reçus d'ACORD sur la succession en 2011, j'ai compris que *les enfants sont égaux, les garçons et les filles sont le fruit des mêmes entrailles et têtent le même sein*. Je suis allé chez moi à Minago voir mon frère, un policier, pour lui demander de nous départager la propriété familiale, laissée par nos parents. Sans tergiverser, il a été très réceptif à ma requête probablement que lui aussi avait été sensibilisé sur le sujet. La propriété a donc été

partagée en 3 parts égales entre mon frère, ma sœur et moi-même. Nous sommes même allés à la commune pour

matérialiser ce partage.

A mon retour à la maison, j'ai discuté avec mon époux sur la possibilité de faire de même pour nos enfants. Il était déjà sensibilisé et préparé car chaque fois que je venais des séances de sensibilisation, je lui en faisais la restitution. Par ailleurs, dans certains séminaires, on nous demandait de venir avec nos maris. Il a donc approuvé l'idée et nous avons procédé au partage équitable entre nos 8 enfants dont 4 garçons et 4 filles, en présence des notables de la colline, après quoi il est décédé.

Analyse

L'association a certes connu des succès en matière de défense des droits des femmes et beaucoup de témoignages le confirment. Cependant, lors de l'atelier de Nyanza-Lac, les participants ont mis en exergue le problème de sa cohabitation avec l'administration qui n'hésite pas de l'accuser d'ingérence.

Il faut néanmoins remarquer le leadership acquis par les femmes et hommes membres dont la plupart ont été désignés membres des conseils collinaires ou responsables locaux « nyumba kumi⁶ »

Mariesse Barampama : « Je n'ai rien à envier aux femmes mariées ni aux femmes fonctionnaires »



Mariesse Barampama est une femme chef de ménage de la colline et zone Mugeni en commune Kayogoro. Quand elle a perdu son mari suite à une attaque sur Kabonga en 1999, elle avait seulement 44 ans. Depuis, elle élève ses 5 enfants seule. Parmi eux, quatre sont déjà mariés. Comme si cela ne suffisait pas, son fils a été emporté par la crise actuelle qui perdure depuis les élections de 2015 et les manifestations qui s'en ont suivi ainsi que la tentative de coup d'état de Mai 2015.

Mariesse a suivi des formations sur les bonnes techniques culturales et reçu des intrants agricoles via le programme Moyens d'Existence Durables « MED » appuyé par le Gouvernement Basque depuis bientôt quelques années. Elle a notamment reçu des semences de

maïs, haricot et arachides. Avec son terrain de 3 ha, elle se dit très satisfaite de la production. « L'année prochaine je vais commencer à vendre du lait et accroître davantage mes revenus » affirme-t-elle.

⁶Littéralement, « dix maisons », le nyumba kumi est effectivement responsable de la plus petite unité administrative composée de dix ménages.

VII. Proposition de stratégies de partage et de dissémination des expériences positives

Nous avons identifié, en amont et en aval, les pistes ci-après comme stratégies de partage des connaissances et expériences positives : les supports électroniques et audio-visuels, la base de données des relais communautaires, les guides sur les meilleures pratiques agro écologiques, les chaines de partage des connaissances et expériences, les foires agro écologiques provinciales et les séances de démonstration collinaires

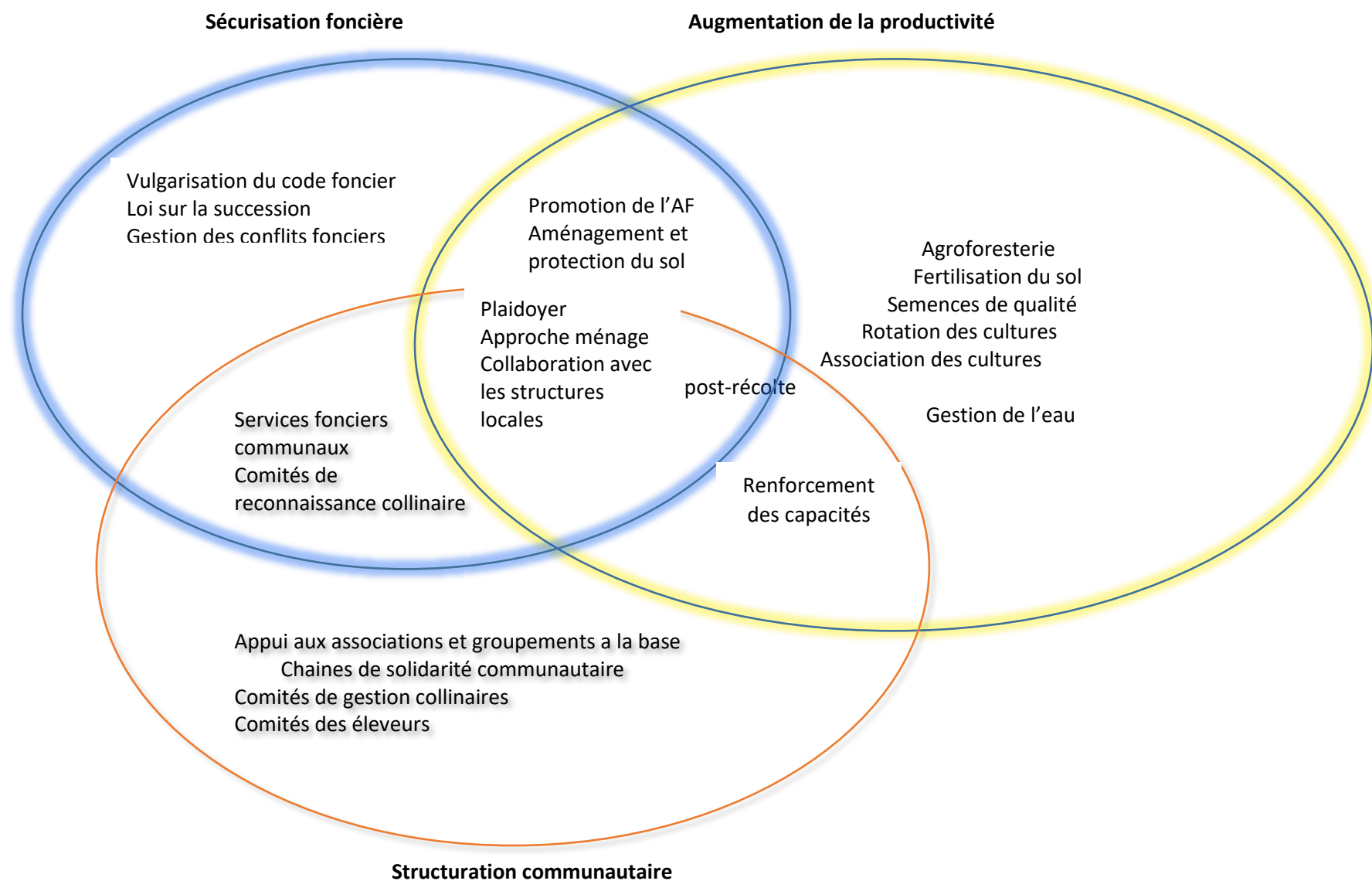
- ✓ **Supports électroniques et audio-visuels** : avec l'évolution de la technologie, il serait opportun d'identifier des thèmes, pratiques ou expériences où ACORD-Burundi se distingue, se démarque, fait mieux que les autres, dispose de « *track records* » les plus parlants et les diffuse sous forme d'éléments audio-visuels (CD et autres) ou les poster sur Internet quitte à ce que quiconque envisagerait de travailler dans les mêmes domaines puisse les consulter ou savoir qui consulter. Jusque-là, j'espère me tromper là-dessus, beaucoup de documents, de manuels, de rapports, de vidéo, etc. ont été produits de façon plutôt éparpillée et peu exploitable par d'autres praticiens.
- ✓ Identification et constitution d'une **base de données** des duplicateurs ou relais communautaires comme Achel, Montfort, Joséphine, Judith ou Prosper pour ne citer que ceux-là. Cette identification doit se faire sur base de trois critères : la maîtrise et la pratique de l'expérience à partager, la capacité de la transmettre et la volonté de la partager. Par exemple, Achel nous a confié qu'il garde pour lui quelques secrets sur les techniques de captage de l'eau par gravitation. Il existe d'autres personnes ayant l'expérience « dans le sang », mais incapables de transmettre leur expérience comme le cas d'Isaïe.
- ✓ Elaboration des **modules ou guides pratiques illustrés en français et Kirundi** qui expliquent clairement l'action et précise les différentes étapes à suivre. Dans un premier temps il s'agirait d'identifier les pratiques agro écologiques « duplicables » et ensuite développer un module pour chaque pratique : cas du sachet en feuilles de bananes, cas du captage par gravitation, etc. Il en serait de même pour les approches ayant déjà fait leurs preuves dans la communauté. Par exemple comment développer une chaîne de solidarité communautaire, techniques de mise en place et de gestion d'une association durable, etc.,
- ✓ Mettre en place des **chaines de partage des connaissances et des expériences** comme modèle d'apprentissage par pair : A l'instar des chaines de solidarité communautaire organisées jusqu'ici comme approche de multiplication du cheptel, il s'agirait de faire une chaîne de transmission du savoir-faire paysan susceptible de conduire à des changements positifs dans la communauté. Non seulement cela mènerait, à long terme, tout droit au développement du terroir, mais aussi permettrait une cohésion sociale et une cohabitation pacifique par la réduction des inégalités et des jalousies populaires.
- ✓ **Foires agro écologiques** au niveau provincial et national comme cadre de partage et de démonstration des expériences positives. Ce cadre servirait pour diffuser les guides pratiques, procéder à des démonstrations, exposer et vendre les produits, accéder à la base de données sur les relais communautaire, faire le réseautage et le plaidoyer
- ✓ **Séances de démonstration collinaire** : nous ne nous aventurerons pas à évaluer l'impact des champs écoles paysans comme modèle d'apprentissage paysan, mais il nous semble que le paysan burundais a tendance à se plaindre de sa situation. Rares sont ceux qui prennent l'initiative

d'approcher leurs voisins pour apprendre d'eux afin de les imiter. Il est vrai que bon nombre de cas de succès s'expliquent par des appuis externes mais il existe des pratiques qui ne nécessitent aucun appui. C'est le cas par exemple des sachets en feuilles de banane ou multiplication d'arbres fruitiers à Nyanza Lac (expliquer)

VIII. Conclusions et recommandations : mécanismes de partage

- ✚ Il existe dans la communauté des agriculteurs-éleveurs modèles ayant intériorisé et développé les meilleures pratiques et susceptibles de les reproduire à l'intérieur et en dehors de leur terroir. Actuellement, le constat est que ces techniques profitent essentiellement au seul producteur qui en dispose. ACORD devrait les identifier et tenir une base de données de ces potentielles personnes ressources et les appuyer pour une large dissémination de leurs connaissances.
- ✚ L'approche « coopérative » pourrait être un facteur favorisant pour le développement local durable. L'accroissement de la production agricole grâce à l'introduction de nouvelles techniques mais aussi du lait dans le milieu rural permet un excédent à écouler sur le marché. Les bénéficiaires de vaches laitières de race frisonne sont en train de mettre sur pied des coopératives de collecte et de vente de lait. Cependant, ACORD doit renforcer les mécanismes d'appropriation de ces coopératives par les membres qui laissent l'impression de considérer la coopérative comme un marché d'écoulement. L'approche coopérative semble indiquée comme couronnement à moyen et long terme des chaînes de solidarité communautaire.
- ✚ Les structures mises en place pour servir de relais communautaires et pérenniser les actions sont dynamiques et bien organisées. C'est le cas des chaînes de solidarité communautaires, les organisations locales de gestion des conflits fonciers ou liés au genre ou autres comités de gestion. Si ces structures disposent d'une légitimité populaire, la question de leur légalité reste posée. A Nyanza-Lac, l'association « Mukenyezi Gira Ijambo » a exposé clairement la question car elle est de plus en plus mise en cause par les élus collinaires qui les accusent de s'ingérer dans leur travail de gestion des conflits dans la communauté. L'autre préoccupation porte sur leurs capacités de gestion.
- ✚ En matière de sécurisation foncière, services sur fonds propres. ACORD devrait investir plutôt dans des actions de plaidoyer pour la mise en place des services fonciers à travers tout le pays au lieu d'en appuyer le fonctionnement. Cela devrait passer notamment par la vulgarisation du code foncier auprès de l'administration communale.
- ✚ Il faudrait approfondir davantage la capitalisation sur les thèmes suivants : ***chaîne de solidarité communautaire comme approche de développement (à lier avec l'approche coopérative), la gestion de la ressource eau, fertilisation organique et protection du sol.***
- ✚ Nous recommandons de mener une étude approfondie sur ***l'association des cultures*** ainsi que sur ***l'agriculture familiale et la sécurisation foncière comme réponse aux conflits fonciers.***
- ✚ Parmi les meilleures pratiques et approches à disséminer et pour lesquelles ACORD pourrait apporter une valeur ajoutée, nous mettons en avant : la maîtrise de la ressource eau, l'« agroforesterie familiale », la chaîne de solidarité, l'approche ménage et le genre, la sécurisation foncière.
- ✚ En guise de conclusion générale, nous proposons le modèle ci-après comme étant le modèle ACORD devant faire objet de partage et de diffusion

Modèle ou schéma ACORD



2. Documents consultés

1. Document de Programme d'appui aux initiatives économiques contribuant à une transformation écologique et sociale des territoires ruraux (PAIES) - Sahel et Grands Lacs
2. ACORD Burundi, Programme de Consolidation de la Paix Sociale au BURUNDI/ II, Plan stratégique 2009- 2011
3. ACORD Burundi, Programme de dialogue social et de Réduction de la pauvreté au Burundi développement local (PADRP)
4. ACORD Burundi, Programme d'Appui au Développement intégré au Burundi / PADIB, Plan stratégique 2012- 2015
5. ACORD Burundi, Programme de renforcement de la participation citoyenne pour la sécurité humaine et le développement durable au Burundi plan stratégique 2016- 2019
6. ACORD Burundi, Rapport annuel 2015
7. La problématique foncière au regard des enjeux de la souveraineté alimentaire au Burundi, atelier tenu a Ngozi le 18 Octobre 2014
8. Insécurité foncière et perspectives de sécurisation par le service foncier communal à Cendajuru, Burundi, rapport de stage effectué à Cendajuru, Burundi du 04 /03/13 au 04/09/13 par Sonnois Caroline
9. Orientations pour la création et le fonctionnement des services fonciers communaux ; ministère de l'eau, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, unité de coordination du programme national foncier, Novembre 2012
10. Atelier d'auto-évaluation du plan stratégique 2012-2015 et préparation de la nouvelle stratégie 2016-2019, rapport analytique, Bujumbura, Septembre 2015